





Québec 

Gouvernement du Québec  
La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
et ministre responsable de la région de la Mauricie

Québec, le 17 décembre 2010

Monsieur Yvon Vallières  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec (Québec) G1A 1A4

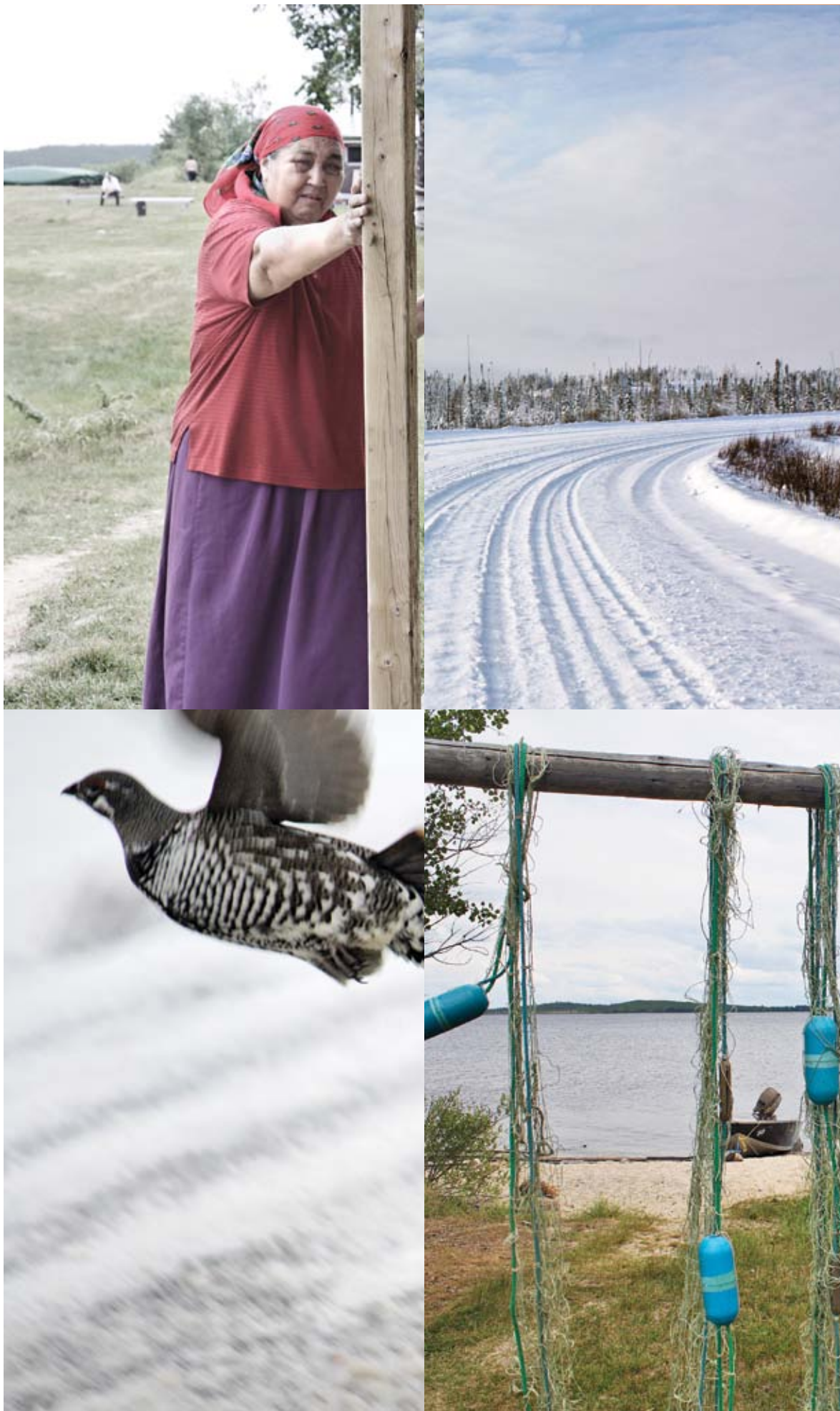
Monsieur le Président,

Conformément à la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (L.R.Q., c. O-2.1), je suis heureuse de vous transmettre le rapport d'activité de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2010.

Ce rapport rend compte des activités de cet organisme durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 juin 2010.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

  
Julie Boulet



Madame Julie Boulet  
 Ministre de l'Emploi et  
 de la Solidarité sociale  
 425, rue Saint-Amable, 4<sup>e</sup> étage  
 Québec (Québec) G1R 4Z1

Mr. Matthew Coon Come  
 Chairman  
 Cree Regional Authority  
 2 Lakeshore Road  
 Nemaska (Québec) J0Y 3B0

Madame la Ministre,

Sir:

Au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, j'ai le plaisir de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2010. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 2009-2010 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 2010. This report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 2009-2010, and includes the Financial Statements for that same period.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Yours very truly,

Le président (2009-2010)

**Willie Iserhoff**  
 Chairman (2009-2010)

Québec, December 2010

**Willie Iserhoff**

Québec, décembre 2010

# rappor†annuel 2009.2010

Rapport annuel . Annual Report . ለጥራትና ለጥቅም



# Table des matières

	<i>Table of contents</i>	<i>ገጽ ለገጽ</i>
9. <b>Message des membres</b>	24. <b>Message from the Board</b>	39. ፊት ለፊት ለጥራትና ለጥቅም
11. <b>Message du directeur général</b>	25. <b>Message from the Director-general</b>	41. ምዕራብ ለጥራትና ለጥቅም
13. <b>L'Office</b>	27. <b>The Board</b>	43. ፊት ለፊት ለጥራትና ለጥቅም
15. <b>Le programme</b>	29. <b>The Program</b>	45. ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም
19. <b>Les activités de l'année 2009.2010</b>	33. <b>Activities for the Year 2009.2010</b>	49. ፊት ለፊት ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም
54. <b>Tableaux</b>	54. <b>Tables</b>	54. ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም
62. <b>Organigramme</b>	62. <b>Organization Chart</b>	62. ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም
67. <b>États financiers 2009.2010</b>	67. <b>Financial Statements 2009.2010</b>	67. ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም
90. <b>Code d'éthique et de déontologie</b>	90. <b>Code of Ethics and Professional Conduct</b>	90. ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም
92. <b>Développement durable</b>	92. <b>Sustainable Development Policy</b>	92. ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም ለጥራትና ለጥቅም













Pour conserver l'admissibilité de leur unité de prestataires, les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer annuellement les mêmes exigences. Cependant, certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles. Le programme prévoit différents statuts de prestataires et pour chacun d'eux des dispositions particulières :

- Dans le cas de nouvelles demandes sans année de qualification, un maximum de 120 jours est payable lors de la première année d'inscription au programme.
- Pour les unités en absence temporaire, les banques de congés de maladie sont maintenues durant leur absence, qui autrement seraient remises à zéro après un certain nombre d'années.
- Le statut « semi-actif » pour sa part s'adresse aux prestataires aînés qui, pour différentes raisons, souhaitent réduire graduellement leurs activités d'exploitation et activités accessoires tout en demeurant inscrits au programme. Pour se prévaloir de ce statut, le chef de l'unité de prestataires doit cumuler une expérience de participation d'au moins 15 années au programme incluant les cinq dernières. De plus, le nombre total d'années d'inscription au programme additionné à son âge doit totaliser au moins 80.

De plus, lorsqu'une unité de prestataires se voit attribuer le statut semi-actif, deux options sont offertes :

- Recevoir un montant forfaitaire représentant 100% de la valeur des jours de congé de maladie accumulés par le chef et le conjoint de l'unité de prestataires; ou
- Conserver, pour une période maximale de cinq ans, son admissibilité au programme; les exigences d'admissibilité sont alors réduites mais une limite annuelle de 119 jours payable par adulte est appliquée.

Pour profiter de la deuxième option, le chef de l'unité de prestataires doit préalablement prouver qu'il est en mesure de pratiquer des activités de chasse et de pêche ou des activités accessoires pendant au moins 20 jours dans l'année, dont 10 jours à l'extérieur de la communauté.

## CALCUL DES PRESTATIONS

La méthode de calcul de prestations est avant tout fonction du temps consacré aux activités d'exploitation.

En effet, la majeure partie des argentés versés tient compte du nombre de jours passés en forêt par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants : la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage, les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. Premièrement, un montant est alloué pour chaque journée passée dans le bois par le chef et le conjoint de l'unité dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires. Le programme prévoit des maximums de jours rémunérés par adulte par année, soit 240, 120 ou 119 selon le statut de l'unité de prestataires. Une limite annuelle globale de 350 000 jours pour l'ensemble des prestataires est également imposée.

Une allocation supplémentaire de 30% de l'allocation quotidienne est accordée pour chaque journée passée par les adultes d'une unité dans une région qualifiée d'« Éloignée ».

En général, il s'agit de terrains de piégeage situés au-delà d'un rayon de 50 km de la communauté ou, si accessible par la route, au-delà d'une distance de 200 km. Cette allocation peut être accordée pour un maximum de 180 jours par adulte et couvre les jours passés dans le bois entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 30 avril. Le nombre de jours pour lesquels l'allocation en région d'exploitation éloignée est attribuée est limité à 100 000 pour l'ensemble des prestataires et est inclus dans la limite globale de 350 000 jours.

Par ailleurs, un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations quotidiennes dans certains cas. Ce montant additionnel permet d'augmenter les prestations des familles qui sont plus nombreuses ou pour qui les prestations du programme représentent la seule source de revenus. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6 desquels doivent être déduits à 40% les revenus nets de l'unité et à 100% les prestations de la sécurité de la vieillesse du gouvernement du Canada. À moins d'être spécifiquement exclus, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations quotidiennes versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie principal des prestataires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'accroître leur revenu. Il est cependant proscrit de cumuler des prestations versées en vertu du programme avec des sommes reçues d'un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu.

Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui désirent poursuivre un mode de vie traditionnel et tente d'assurer à leur famille un revenu suffisant tout en leur garantissant une mesure de sécurité économique compatible avec les conditions existantes de temps à autre.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre versements effectués vers les 1<sup>er</sup> septembre, 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc versés aux périodes où la majorité d'entre eux est dans leur communauté respective.

## FONDS D'ASSURANCE COMPENSATION EN CAS DE MALADIE OU DE DÉSASTRE

Un Fonds d'assurance financé à parts égales par les prestataires du programme et le gouvernement du Québec a été établi pour compenser financièrement les prestataires pour la perte de revenus encourue à la suite d'une incapacité à pratiquer des activités d'exploitation ou des activités accessoires en raison de maladie ou de désastre.

Chaque adulte d'une unité accumule, dans une banque individuelle, des jours de congés de maladie, attribués selon le nombre de jours payables pour chaque année-programme.

En plus de la banque individuelle, un prestataire peut avoir recours à une banque communautaire établie à un maximum annuel de 2 000 jours pour l'ensemble des prestataires.

La banque communautaire réserve aussi 500 jours pour compenser des prestataires qui auraient encouru une perte de revenus à la suite d'un désastre comme une inondation ou un feu de forêt qui les empêcherait de pratiquer les activités d'exploitation selon leurs habitudes.



FIGURE 1

### NOMBRE D'UNITÉS DE PRESTATAIRES INSCRITES PAR ANNÉE-PROGRAMME

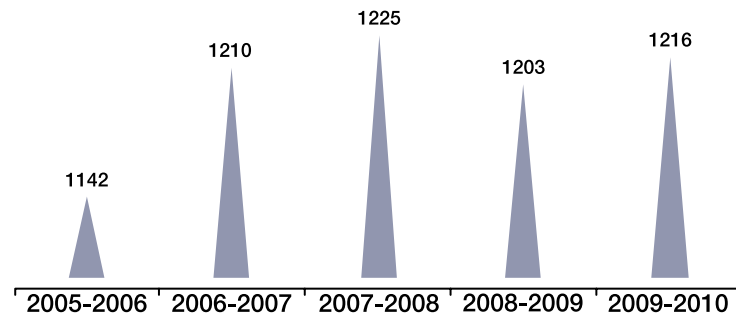
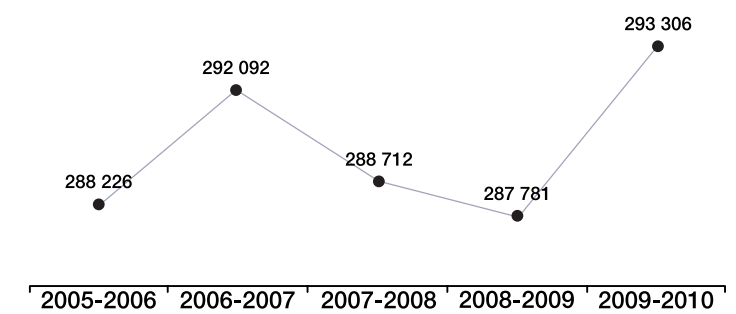


FIGURE 2

### NOMBRE DE JOURS PAYÉS PAR ANNÉE-PROGRAMME



En règle générale, la limite annuelle s'élève à 240 jours payables par adulte, mais la limite n'excède pas 119 jours si le statut du prestataire est semi-actif et 120 jours pour une nouvelle demande sans année de qualification.

En 2009-2010, les activités en forêt ont représenté 291 626 jours, soit 99,4% des journées payables (Tableau 4). Les autres jours rémunérés sont les congés de maternité (0,4%) ainsi que les jours compensés en cas de maladie (0,2%). Il n'y a eu aucune journée de désastre payée en 2009-2010.

Les activités d'exploitation de la faune et les activités accessoires ne sont rémunérées que si le chasseur ne reçoit pas une autre indemnité pour la même période. En effet, lorsqu'un chasseur reçoit un salaire ou un montant pour une journée (ex. CSST, assurance-emploi, etc.), l'allocation quotidienne n'est pas versée. Dans le cas où ces montants seraient versés au chef de l'unité de prestataires, cette règle a également pour conséquence d'éliminer le paiement de jours dans le bois pour le conjoint. De plus, les jours consacrés aux activités d'exploitation de la faune en excédant du maximum annuel de jours applicable par adulte, soit 240, 120 ou 119 selon le statut de l'unité, ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations.

Les jours identifiés comme en « région éloignée » sont inclus dans le nombre de jours dans le bois, mais identifient les jours durant lesquels les chasseurs et piégeurs cris se sont déplacés vers les territoires considérés comme étant plus difficiles d'accès et pour lesquels une allocation supplémentaire est versée. Ces territoires correspondent généralement à des terrains de piégeage situés à plus de 200 km de la communauté s'il y a accès par la route ou dans les autres cas situés à l'extérieur d'un rayon de 50 km.

L'année 2009-2010 indique encore une légère diminution de jours en région éloignée, passant de 50 245 jours en 2007-2008 et 48 521 jours en 2008-2009, à 42 919 jours en 2009-2010 (Tableau 4).

Les statistiques individuelles révèlent que le nombre moyen de jours payables par unité de prestataires a été de 241 jours en 2009-2010 (Tableau 5), comparativement à 239 jours en 2008-2009. La plus grande moyenne du nombre de jours payables par unité s'observe dans la communauté de Mistissini (292 jours), suivi de Waswanipi (271 jours), et d'Oujé-Bougoumou (250 jours), tandis que la communauté d'Eastmain démontre le plus faible nombre de jours par unité, soit 208 jours en moyenne (Tableau 5).

Depuis 2002-2003, le programme a introduit trois nouveaux statuts de participation : semi-actif, absence temporaire et nouvelle demande sans année de qualification. En 2009-2010, deux unités de prestataires se sont ajoutées aux autres qui bénéficient des avantages du statut semi-actif, une unité de prestataire a réclamé une absence temporaire et une autre a été admise sur le programme sans année de qualification à la suite de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

## PRESTATIONS ACCORDÉES

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul employés pour l'année 2009-2010 représentent une majoration de 1,5% par rapport à l'année précédente (Tableau 6).

Le montant total des prestations versées aux chasseurs et piégeurs cris s'élève à 19 741 091 \$. De ce montant, 93% représente les argents versés aux chasseurs et piégeurs cris pour les jours passés en forêt à pratiquer des activités d'exploitation de la faune, incluant l'allocation supplémentaire pour les jours en région éloignée. Cette disposition mise en place en 2002-2003 a d'ailleurs permis le versement d'un montant additionnel de 777 261 \$ (4% du total) aux prestataires du programme (Tableau 7).

Le montant moyen des prestations versées par unité pour toutes les communautés en 2009-2010 se situe à 16 234 \$, soit une légère augmentation comparativement à 15 916 \$ en 2008-2009.





# Message from the Board

The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board are pleased to present the annual report of activities for the year 2009-2010.

In this document, you will find a description of the Board, of the program, as well as statistics regarding participation and amounts paid. This report ends with the financial statements for the fiscal year that ended on June 30, 2010.

Program-year 2009-2010 was a year of analysis and reflection for the Board. Following the consultations held in each Cree community, many steps were taken to improve the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. Some of these measures include the Board examining its own internal operations, but also gathering comments and suggestions from many external partners. Modifying the procedures of a program this important is not a simple task, but during the last year, we have made important progress towards the development of solutions.

Both the Cree Regional Authority and the Government of Québec have been informed that we are getting closer to our goal and that we hope to present our final recommendations during the next year.

As members of the Board, we are proud to take part in the modernization of this program and we are committed to its success and longevity.

Guy Girouard	George Wapachee
Gérald Lemoyne	Willie Iserhoff
Jean-Guy Dugré	Philip Awashish

# Message from the Director-general

Program-year 2009-2010 was a year of renewal for the staff of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board.

This year, we welcomed five new employees, including Ms. Dolores Ottereyes-Tapiatic and Mr. George Head, two local administrators joining the Chisasibi team. Chisasibi is the community with the most beneficiaries on the Program; therefore the Board wishes to grant the community with an administrative support proportional to its participation to the program. Also, the Chisasibi office has been moved to a new location that will allow us to better accommodate beneficiaries of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program.

In the other communities, we are happy to welcome two new local administrators, Mr. Jean-Baptiste Loon who will give his support as local administrator for the community of Mistissini, and Ms. Suzie Mowatt who will help Waswanipi beneficiaries living in Amos. Finally, a new secretary has joined the Head Office, Ms. Alana Russell, who was hired in replacement of Ms. Monique Latouche, executive secretary of the Board for over 20 years, who left for health reasons.

Times change, and even if the Board has kept the same mission since 1975, new issues and challenges constantly arise. We continue to adapt and modernize our operations to improve our team and better prepare ourselves for the future.



Serge Larivière, PhD, MBA  
Director-general





Thereafter, heads of families must meet these same requirements every year to maintain the eligibility of their beneficiary unit. However, some exceptions may be made under unusual circumstances.

The Program has different categories of beneficiaries, defining specific provisions for each:

- For new applicants without a qualifying year, a maximum of 120 days is payable the first year they are enrolled in the Program.
- For units who choose to leave the Program temporarily, the bank of sick days accumulated prior to the Temporary Leave is maintained.
- "Semi-active" status is intended for elder beneficiaries who, for various reasons, want to gradually cut back on their harvesting and related activities while remaining enrolled in the Program. To avail themselves of this status, heads of beneficiary units must have a participation experience of at least 15 years in the Program including the last 5 years. In addition, the aggregate of the total number of years in the Program and their age must be at least 80.

Furthermore, when a beneficiary unit is attributed semi-active status, it can choose from two options:

- Receive a lump-sum amount representing 100% of the value of the sick days accumulated by the head and the consort of the beneficiary unit; or
- Retain, for a maximum period of 5 years, eligibility to the Program. The eligibility requirements are reduced but an annual maximum of 119 days payable per adult is applied.

To take advantage of the second option, the head of the beneficiary unit must first prove that he is able to practice hunting or fishing activities or related activities at least 20 days in the year, 10 of which are spent outside the community.

## BENEFIT CALCULATION

Benefits are primarily calculated on the basis of the time devoted to harvesting activities. Indeed, most of the money paid depends on the number of days that adult members of the unit spend in the bush. As a result, families of the same size may have different incomes.

To establish each unit's annual benefits, the Board takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping, the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is determined for each day spent in the bush by the head and the consort of the beneficiary unit. The Program provides for a maximum of 240, 120 or 119 days payable per adult depending on the beneficiary unit's status. An annual overall maximum of 350,000 days for all beneficiaries also applies.

An additional allowance of 30% of the daily allowance is paid for each day that the adults of a unit spend in an area that is considered "far". Generally, this refers to traplines located outside a 50-km radius of the community or, if accessible by road, beyond a distance of 200 km. This allowance may be granted for a maximum of 180 days for the days spent in the bush between November 1 and April 30. The number of days for which the allowance for far region is paid is limited to 100,000 and is included in the overall limit of 350,000 days.

An additional amount, known as the guaranteed basic amount, determined on the basis of the size and income of the unit may be added to the daily allowance in some cases. This additional amount is used to increase the benefits of bigger families or in cases where Program benefits represent the only source of income. The rates used must be reduced by 40% of the unit's net income and 100% of old age security benefits from the Government of Canada. Unless specifically exempted, all amounts received by the members of the unit as income or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income.

Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the main way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis to supplement their income. However, Program benefits may not be received in addition to benefits under another federal or provincial income security program.

The Program is intended specifically for people who wish to pursue a traditional way of life by providing them with sufficient income to support their families and to guarantee them a measure of economic security that is compatible with conditions prevailing from time to time.

Benefits are calculated on an annual basis and are paid in four installments on or around September 1, January 1, April 1 and June 30. This payment schedule corresponds, as far as possible, to that of the hunters and trappers, reflecting the periods when most of them are in their respective communities.

## INSURANCE FUND COMPENSATION IN CASE OF ILLNESS OR DISASTER

Program beneficiaries and the Gouvernement du Québec contribute equally to an Insurance Fund set up to financially compensate beneficiaries for the loss of income resulting from an inability to practice harvesting or related activities due to illness or disaster.

Each adult of a unit accumulates, in an individual bank, sick days attributed according to the number of days payable for each Program-year.

In addition to the individual bank, a beneficiary may resort to a communal bank established at an annual maximum of 2,000 days for all beneficiaries.

The communal bank also sets aside 500 days to compensate beneficiaries for a loss of income resulting from a disaster such as flooding or a forest fire that prevents them from practicing their harvesting activities according to their habits.







# Activities for the Year 2009.2010

# Activities for the Year

## PROGRAM PARTICIPATION

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is intended exclusively for the James Bay Crees who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement, reside in Québec and are members of one of the nine Cree communities of Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemaska, Oujé-Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji and Whapmagoostui.

In May 2010, 16,643 persons were enrolled as members of one of these communities and were entitled to the benefits outlined in the James Bay and Northern Québec Agreement. Of that number, 16,270 were residents of the James Bay Territory, which includes not only the Cree villages but also such towns as Amos, Chapais, Chibougamau, Senneterre and Val-d'Or. A certain number of families enrolled in the Program, particularly members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages.

During the Program-year 2009-2010, 1,216 beneficiary units were enrolled on the Program (Table 1). The composition of these families reached 1,733 adults (71%) and 699 children (29%), for a total of 2,432 persons. The greatest number of beneficiary units occurred in Chisasibi (465 units), followed by Waswanipi (163 units) and Mistissini (143 units) whereas the smallest number of beneficiary units occurred in Nemaska (26 units) and in Eastmain (42 units). Together, the three communities with the greatest number of beneficiary units, Chisasibi, Waswanipi and Mistissini make up 63% of beneficiary units enrolled on the Program (Table 1).

Participation to the Program varies according to the age of the head of the unit. In 2009-2010, 47% of the heads of beneficiary units were 57 years old or over (Table 2). The most common age group was the 67-76 years-of-age class (20%), followed by the 17-26 (18%), and the 57-66 (17%). This bimodal trend repeats itself annually, and suggests that the Program attracts mainly two major groups of participants: those who have consistently relied on the traditional lifestyle for numerous years, and a second group of young adults that experience the traditional lifestyle for a transitory period between their school education and their entry into the work force.

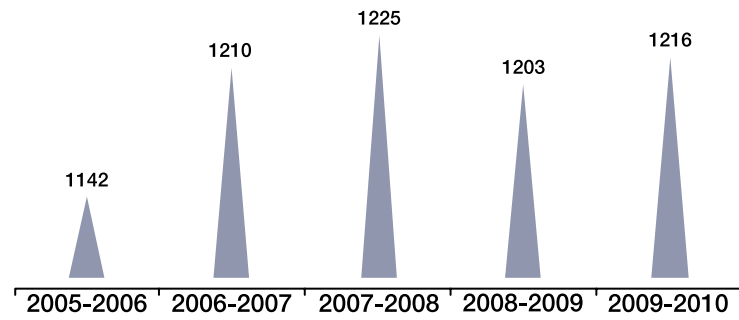
The distribution of age groups within the Cree Hunters and Trappers Income Security Program also explains the number of children per beneficiary unit. The majority (78%) of 1,216 beneficiary units do not include children, whereas 7% include 1 child, 5% include two children, 4% include three children and 6% of the units include 4 children or more.

Global participation to the Program, determined by the percentage of residents enrolled, was 14.9% in 2009-2010 (Table 3), compared to 15.1% in 2008-2009 and 15.8% in 2007-2008. Participation in 2009-2010 was greatest in the community of Whapmagoostui (30.6% of residents enrolled on the Program), in Chisasibi (23.4%) and in Waswanipi (20.3%), whereas the lowest participation rates were observed in Nemaska (5.2%) and Mistissini (8.0%).

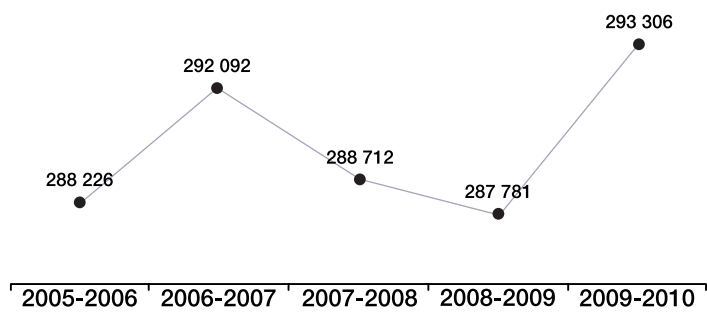
In terms of number of beneficiary units, Program-year 2009-2010 revealed a slight increase with 1,216 beneficiary units compared to 1,203 beneficiary units in 2008-2009 (Figure 1). This number remains over the average of the first thirty years of the Program (average of 1,149 units). The number of days paid has reached 293,306 in 2009-2010, compared to 287,871 days in 2008-2009 and 288,712 days in 2007-2008 (Figure 2).

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program grants a daily allowance for days spent in the bush while pursuing traditional activities of hunting, fishing or trapping or related activities. The Program allows a maximum number of days payable for each adult and a global limit of 350,000 person-days for each Program-year for all beneficiaries.

**GRAPH 1**  
NUMBER OF BENEFICIARY UNITS PER PROGRAM-YEAR



**GRAPH 2**  
NUMBER OF DAYS PAID PER PROGRAM-YEAR



For each adult, the maximum number of days payable is 240 days per adult but this limit may not exceed 119 days if the beneficiary is enrolled under the semi-active status or may not exceed a 120 days for a new demand without a qualifying year.

In 2009-2010, 291,626 days were spent conducting harvesting and related activities in the bush, and this represents 99.4% of all days payable (Table 4). Other paid days are mainly for maternity leave (0.4%) as well as days for sick leave (0.2%). No days were compensated for disaster in 2009-2010.

Wildlife harvesting and related activities are paid only when they occur in the bush and only if the hunter receives no other compensation for the same period. When a hunter receives wages or an amount for a given day (e.g. workers' compensation, employment insurance, etc.), the daily allowance is not paid. Should these amounts be paid to the head of the beneficiary unit, this rule also eliminates payment of days in the bush for the consort. Moreover, the days spent on wildlife harvesting activities above and beyond the annual maximum applicable per adult, i.e. 240, 120 or 119 depending on the status of the unit, are not taken into consideration in the benefit calculation.

The days identified as spent in "far regions" are included in the number of days in the bush but identify the days Cree hunters and trappers travelled to the territories deemed most difficult to access and for which an additional allowance is paid. These territories generally correspond to traplines located more than 200 km from the community where there is highway access or, in other cases, located outside a 50-km radius from the community.

Program-year 2009-2010 again reveals a slight decrease in days spent in far regions, from 50,245 days in 2007-2008, 48,521 in 2008-2009, and 42,919 in 2009-2010 (Table 4).

Individual statistics reveal that the average number of days payable per beneficiary unit was 241 days in 2009-2010 (Table 5), compared to 239 days payable per unit in 2008-2009. The highest average of days payable per beneficiary unit was observed in the community of Mistissini (292 days), followed by Waswanipi (271 days) and Oujé-Bougoumou (250 days), whereas the community of Eastmain had the lowest average with 208 days payable per beneficiary unit (Table 5).

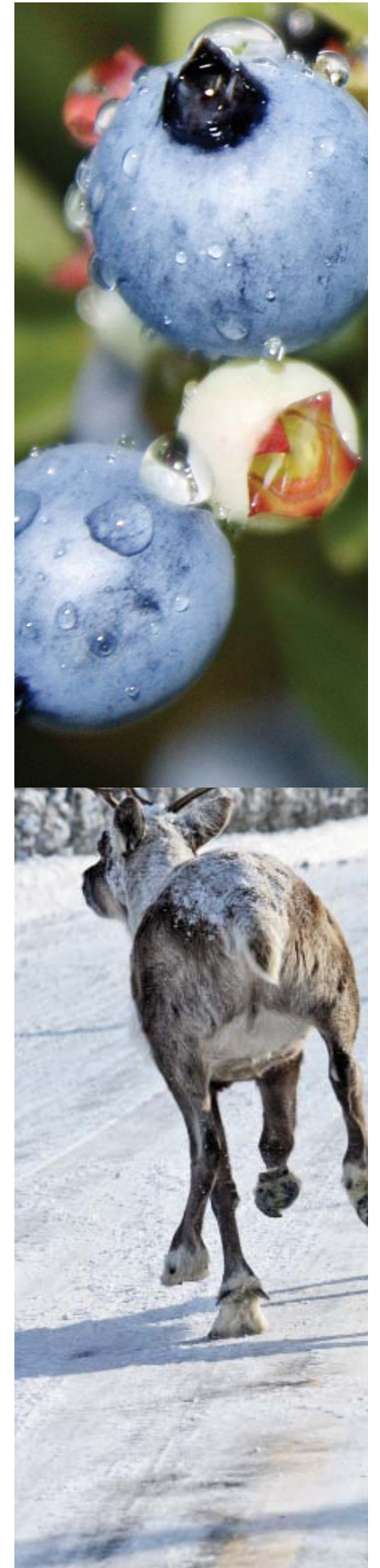
Since 2002-2003, the Program has introduced three new participant categories: semi-active, temporary leave and new demand without a qualifying year. In 2009-2010, two beneficiary units were added to the number of semi-active units, one beneficiary unit requested a temporary leave and one beneficiary was admitted on the Program without the qualification year after completing secondary education.

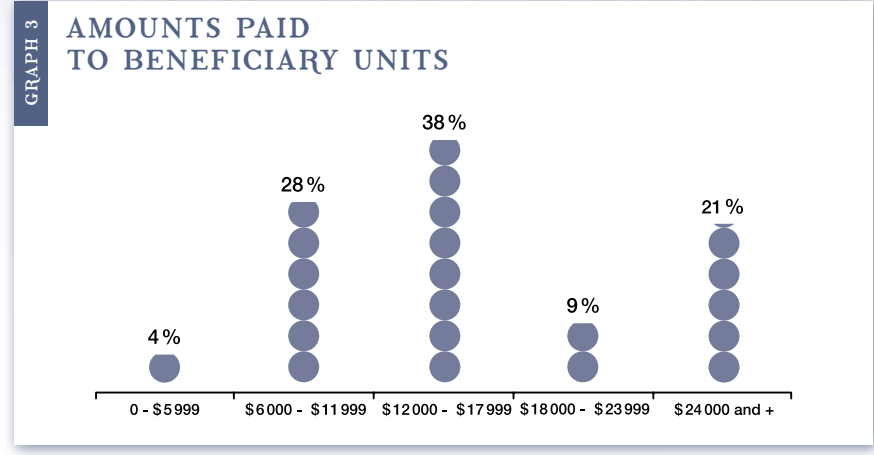
## BENEFITS PAID

Program benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. The calculation parameters used for 2009-2010 represents an increase of 1.5% when compared to the previous year (Table 6).

In 2009-2010, benefits paid to Cree hunters and trappers totalled \$19,741,091. Of this amount, 93% represents sums paid to beneficiaries of the Program for days spent in the bush, including the additional allowance for days spent in far regions. This disposition, established since 2002-2003, enabled the payment of an additional \$777,261 (4% of the total) to the beneficiaries of the Program (Table 7).

The average amount paid per beneficiary unit for all Cree communities in 2009-2010 was \$16,234, slightly higher than the average amount paid in 2008-2009 of \$15,916. The average of benefits paid per beneficiary unit ranged from \$13,475 for the community of Eastmain to \$19,071 for the beneficiary units of Mistissini (Table 7). The majority (66%) of beneficiary units receive annual benefits ranging from \$6,000 to \$17,999 (Figure 3).





### THE IMPORTANCE OF BENEFITS FROM THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM

Hunting, fishing and trapping activities entail relatively high equipment and transportation costs. In addition to these expenses, hunters must also continue to pay for maintaining a home in the community. Many hunters combine traditional activities and subsequent benefits paid by the Program with seasonal employment in order to earn sufficient income. In 2009-2010, Program benefits (\$19,741,091) represented 70% of the total income of beneficiaries enrolled on the Program. The remaining \$8,402,554 came primarily from employment.

### INSURANCE FUND

Since the implementation in 2002-2003 of the provisions regarding the creation of an Insurance Fund, revenue losses occurring because of an inability to carry out the harvesting or related activities due to illness or disaster may be partially compensated. In 2009-2010, the Fund compensated 429 sick leave days while no event constituting a disaster occurred during that Program-year (Table 8).

### CONCLUSION

The participation to the Cree Hunters and Trappers Income Security Program remains fairly stable from year to year, but age groups of 55 years and over continue to dominate as beneficiaries of the Program. Consultations held in Cree communities in the last year indicate that many people in this age group perceive the Program as a viable retirement program that will help support their participation to traditional activities following retirement from the work force. Moreover, many elders still continue this lifestyle as they always have. Future challenges therefore lay in the involvement and recruitment of youth into a program that has been so important for their parents and grandparents.



























# Organigramme . Organization chart . ᐃᑎᐣᑦᑲᐣᑦᑲᐣᑦ

MEMBRES DE L'OFFICE  
MEMBERS OF THE BOARD  
ᐆ ᐃᑎᐣᑦ ᐆ ᑦᑲᑲᐣᑦᑲᐣᑦ

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DIRECTOR-GENERAL  
ᑲᑎᑎᑦ ᐆ ᐱᑭᐱᑦᑲᐣᑦ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ

SECRÉTAIRE DE DIRECTION  
EXECUTIVE SECRETARY  
ᐆ ᑲᑲᑲᑦᑲᐣᑦᑲᐣᑦ ᐆ ᑭᑲᑲᑦᑲᐣᑦ

DIRECTEUR DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS  
DIRECTOR OF ADMINISTRATIVE  
SERVICES  
ᐆ ᐱᑭᐱᑦᑲᐣᑦ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE  
ADMINISTRATIVE SECRETARY  
ᐆ ᑭᑲᑲᑦᑲᐣᑦ

ADJOINT AU PROGRAMME-  
ADMINISTRATION  
PROGRAM ASSISTANT-  
ADMINISTRATION  
ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ ᐆ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ  
ᑭᑲᑲᑦᑲᐣᑦ

AGENT DE SOUTIEN  
AU PROGRAMME  
PROGRAM SUPPORT AGENT  
ᐆ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ

ADJOINT AU PROGRAMME-SERVICES  
PROGRAM ASSISTANT-SERVICES  
ᐆ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ - ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ

ADMINISTRATEURS LOCAUX  
LOCAL ADMINISTRATORS  
ᐆ ᑲᑲᑲᑦᑲᐣᑦ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ ᐆ ᑲᑲᑲᑦᑲᐣᑦ

MEMBRES DE L'OFFICE  
MEMBERS OF THE BOARD  
ᐆ ᐃᑎᐣᑦ ᐆ ᑦᑲᑲᐣᑦᑲᐣᑦ

Gouvernement du Québec  
Government of Québec  
ᐃᑎᑎᑦ ᑎᑲᑲᑦᑲᐣᑦ

Gérald Lemoyne,  
Vice-président/Vice-chairman  
Guy Girouard  
Jean-Guy-Dugré

Administration régionale crie  
Cree Regional Authority  
ᐃᑎᑎᑦ ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ

Willie Iserhoff,  
Président/Chairman  
George Wapachee  
Philip Awashish



PERSONNEL DE L'OFFICE (AU 30 JUIN 2010)  
MEMBERS OF THE BOARD (AS OF JUNE, 2010)  
ᐃᑎᑎᑦᑲᐣᑦ (ᐃᑎᑎᑦ ᑎᑲᑲᑦᑲᐣᑦ ᐃᑎᑎᑦ 30, 2010)

Siège social . Head office . ᑲᑎᑎᑦ ᑭᑲᑲᑦᑲᐣᑦ

Serge Larivière,  
Directeur général / Director-general  
Régent Brind'Amour,  
Directeur des services administratifs /  
Director of Administrative Services  
Tanya Lynn Strong,  
Adjointe au programme-Administration /  
Program Assistant-Administration  
Marie-Claude Thibault,  
Agente de soutien au programme /  
Program Support Agent

Manon Girard,  
Secrétaire administrative /  
Administrative Secretary  
Alana Russell,  
Secrétaire/Secretary  
Isabelle Simard,  
Graphiste/Graphic Designer



# Communautés crie

. Cree Communities . ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ



**George M. Shecapio**  
 Directeur des services aux prestataires  
 Director of Beneficiary Services  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Mistissini**



**Jean-Baptiste Loon**  
 Administrateur local  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Mistissini**



**Sally Herodier**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Chisasibi**



**Marjorie House**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Chisasibi**



**George Head**  
 Administrateur local  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Chisasibi**



**Dolores Ottereyes-Tapiatic**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Chisasibi**



- Whapmagoostui
- Chisasibi
- Wemindji
- Eastmain
- Waskaganish
- Nemaska
- Mistissini
- Oujé-Bougoumou
- Waswanipi



**Lizzie Diamond**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Waskaganish**



**Jacob Gull**  
 Administrateur local  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Waswanipi**



**Suzie Mowatt**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Washaw-Sibi**



**Krista Kakabat**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Wemindji**



**Fred L. Tomatuk**  
 Administrateur local  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Eastmain**



**Valerie Herodier**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Whapmagoostui**



**Winnie Bosum**  
 Administratrice locale  
 Local Administrator  
 ᐱᓕᓕᓐ ᐱᓕᓕᓐ  
**Oujé-Bougoumou**



## RAPPORT DE LA DIRECTION


Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

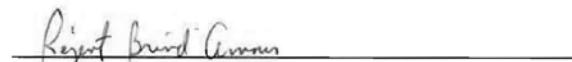
L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Les membres de l'Office surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuvent les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Office, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Serge Larivière, Directeur général



Régent Brind'Amour, Directeur des services administratifs

POUR  
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Québec, le 12 novembre 2010

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 2010 ainsi que les états des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 30 juin 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 12 novembre 2010

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS  
RÉSULTATS  
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2010

	<u>2010</u>		<u>2009</u>	
<b>PRODUITS</b>				
Contributions du gouvernement du Québec	21 866 680	\$	21 142 491	\$
Intérêts	<u>2 465</u>		<u>11 427</u>	
	<u>21 869 145</u>		<u>21 153 918</u>	
<b>CHARGES</b>				
Prestations de sécurité du revenu	<u>19 791 680</u>		<u>19 168 491</u>	
<i>Frais d'administration</i>				
Traitement et avantages sociaux	1 164 875		1 164 298	
Déplacements	217 054		234 268	
Loyers	135 280		98 056	
Honoraires professionnels	63 250		35 408	
Entretien et traitements informatiques	257 157		265 756	
Fournitures	116 524		99 197	
Téléphone et communications	29 500		28 626	
Frais de banque et d'intérêts	1 914		2 050	
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>27 089</u>		<u>115 834</u>	
	<u>2 012 643</u>		<u>2 043 493</u>	
	<u>21 804 323</u>		<u>21 211 984</u>	
<b>EXCÉDENT / (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<u>64 822</u>	\$	<u>(58 066)</u>	\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS  
EXCÉDENT CUMULÉ  
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2010

	<u>2010</u>		<u>2009</u>	
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	681 631	\$	739 697	\$
Remise au gouvernement du Québec (note 12)	(300 000)		-	
Excédent / (Insuffisance) des produits sur les charges de l'exercice	<u>64 822</u>		<u>(58 066)</u>	
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<u>446 453</u>	\$	<u>681 631</u>	\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

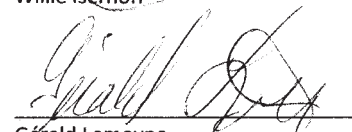
OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS  
BILAN  
AU 30 JUIN 2010

	<u>2010</u>		<u>2009</u>	
<b>ACTIF</b>				
<b>Actif à court terme</b>				
Encaisse (note 3)	510 387	\$	293 870	\$
Dépôt à terme (note 4)	250 000		525 000	
Créances (note 5)	3 379 325		3 319 652	
Frais payés d'avance	<u>1 541</u>		<u>19 504</u>	
	4 141 253		4 158 026	
<b>Immobilisations corporelles (note 6)</b>	<u>32 511</u>		<u>35 210</u>	
	<u>4 173 764</u>	\$	<u>4 193 236</u>	\$
<b>PASSIF</b>				
<b>Passif à court terme</b>				
Charges à payer et frais courus (note 7)	3 720 142	\$	3 504 661	\$
Dû au Fonds d'assurance (note 11)	<u>7 169</u>		<u>6 944</u>	
	3 727 311		3 511 605	
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<u>446 453</u>		<u>681 631</u>	
	<u>4 173 764</u>	\$	<u>4 193 236</u>	\$
<b>Engagements (note 8)</b>				
<b>Fonds d'assurance (note 11)</b>				

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR**  
**L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

  
Willie Iserhoff

  
Gérald Lemoyne

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
30 JUIN 2010

**1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT**

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (L.R.Q., chapitre O-2.1), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation de la faune comme mode de vie.

Des montants sont versés à des unités de prestataires qui y sont admissibles, sujet entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher et piéger et à exercer des activités accessoires.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Office par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**Flux de trésorerie**

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

**Produits**

Les contributions du gouvernement du Québec non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les contributions affectées sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont effectuées.

Les autres produits sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

#### Prestations de sécurité du revenu

Les prestations sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Les montants relatifs à la récupération des trop-payés sont comptabilisés au moment où ils sont récupérés étant donné l'incertitude concernant la recouvrabilité de ces derniers.

#### Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette).

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, soit :

	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	7 ans
Mobilier équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Logiciel	5 ans

#### Dépréciation d'immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

#### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### 3. ENCAISSE

L'encaisse comprend un montant de 30 000 \$, détenu dans un compte en fiducie et affecté par résolution des membres de l'Office aux versements de prestations. Ce montant sert à pourvoir, entre autres, aux versements d'avance et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraîne des délais excessifs pour le prestataire.

### 4. DÉPÔT À TERME

L'Office possède un dépôt à terme portant intérêts à un taux de 0,40 % (2009 : 0,40 %), échéant le 23 juillet 2010.

### 5. CRÉANCES

	<u>2010</u>		<u>2009</u>	
Subvention à recevoir du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 257 904	\$	3 264 598	\$
Autres	<u>121 421</u>		<u>55 054</u>	
	<u>3 379 325</u>	\$	<u>3 319 652</u>	\$

### 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2010</u>		<u>2009</u>	
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Améliorations locatives	18 416	\$ 18 416	\$ -	\$ 1 974
Mobilier et Équipement	20 834	3 543	17 291	6 209
Équipement informatique	37 324	22 104	15 220	9 609
Logiciel	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>	<u>17 418</u>
	<u>981 224</u>	\$ <u>948 713</u>	\$ <u>32 511</u>	\$ <u>35 210</u>

Les acquisitions de l'exercice totalisent un montant de 24 390 \$ (2009 : 11 648 \$).

### 7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	<u>2010</u>		<u>2009</u>	
Prestations de la sécurité du revenu	3 590 565	\$	3 379 391	\$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 404		936	
Centre de services partagés du Québec	47 004		47 004	
Fournisseurs	41 975		27 705	
Traitements et avantages sociaux	<u>39 194</u>		<u>49 625</u>	
	<u>3 720 142</u>	\$	<u>3 504 661</u>	\$

### 8. ENGAGEMENTS

L'Office est engagé par un contrat de services professionnels avec le Centre de services partagés du Québec pour l'entretien de son système informatique jusqu'en mars 2013.

L'Office est également engagé par deux baux à long terme échéant en mars et avril 2020 pour des locaux administratifs. Ces engagements totalisent 1 029 247 \$.

Les paiements minimums futurs exigibles sur la totalité des engagements s'établissent comme suit :

2011	356 524 \$
2012	296 057
2013	248 109
2014	105 540
2015	105 799
2016 et suivants	<u>510 975</u>
	<u>1 623 004 \$</u>

## 9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'Office imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 49 645 \$ (2009 : 49 267 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

## 10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 11. FONDS D'ASSURANCE

La Convention complémentaire no 15 modifiant le chapitre 30 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Un Fonds d'assurance administré par l'Office a été créé, pour financer les congés de maladie et ceux relatifs aux désastres. Le Fonds est financé par des contributions égales du gouvernement du Québec et des prestataires du programme. Les actifs du Fonds d'assurance ne font pas partie des actifs de l'Office, lequel a la responsabilité de rendre compte des activités du Fonds.

Les résultats, l'excédent cumulé et la situation financière du Fonds d'assurance pour l'exercice se terminant le 30 juin 2010 sont les suivants :

### RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

	<u>2010</u>		<u>2009</u>
<b>PRODUITS</b>			
Contribution du gouvernement du Québec	20 501	\$	20 112
Contribution des prestataires	20 501		20 112
Intérêts	<u>12 646</u>		<u>42 851</u>
	<u>53 648</u>		<u>83 075</u>
<b>CHARGES</b>			
Congés de maladie et désastres	230 881		298 712
Frais de banque	<u>90</u>		<u>115</u>
	<u>230 971</u>		<u>298 827</u>
<b>INSUFFISANCE</b>			
<b>DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	(177 323)		(215 752)
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<u>202 729</u>		<u>418 481</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<u>25 406</u>	\$	<u>202 729</u>

## 11. FONDS D'ASSURANCE (suite)

	<b>BILAN</b>	
	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse	180	210
Placements temporaires	2 122 924	2 097 778
Compte à recevoir de l'Office	7 169	6 944
Compte à recevoir du gouvernement du Québec	<u>7 169</u>	<u>6 944</u>
	<u>2 137 442</u>	<u>2 111 876</u>
<b>PASSIF</b>		
Congés de maladie à payer	2 112 036	1 909 147
	<u>25 406</u>	<u>202 729</u>
	<u>2 137 442</u>	<u>2 111 876</u>

## 12. REMISE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En juin 2010, les membres de l'Office ont résolu de remettre un montant de 300 000 \$ au gouvernement du Québec à même l'excédent cumulé.

#### MANAGEMENT'S REPORT



The financial statements of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board have been drawn up by management, which is responsible for their preparation and disclosure, including significant judgments and estimates. This responsibility involves choosing appropriate accounting policies that comply with Canadian generally accepted accounting principles. All other financial information contained in the annual activity report is consistent with that presented in the financial statements.

To fulfill its responsibilities, management maintains a system of internal accounting controls designed to provide reasonable assurance that assets are safeguarded and that transactions are duly approved and properly recorded, when appropriate and in a manner suitable for preparing reliable financial statements.

The Board recognizes that it is responsible for conducting its affairs in accordance with the statutes and regulations governing it.

The members of the Board oversee the manner in which management performs its financial reporting duties and have approved the financial statements.

The Auditor General of Québec has audited the Board's financial statements in accordance with the Canadian generally accepted auditing standards. His report states the nature and scope of his audit and his opinion. The Auditor General may, without restriction, meet with the members of the Board to discuss any matter related to the audit.

  
Serge Larivière, Director-general  
Régent Brind'Amour, Director of Administrative Services

FOR  
THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

Québec, November 12, 2010

#### AUDITOR'S REPORT

To the National Assembly

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 2010 and the statements of operations and accumulated surplus for the fiscal year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 2010 and the results of its operations and its cash flows for the fiscal year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. As required by the *Auditor General Act* (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding fiscal year.

The Auditor General of Québec.

  
Renaud Lachance, FCA Auditor

Québec, November 12, 2010



<b>CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD OPERATIONS FOR THE FISCAL YEAR ENDED ON JUNE 30, 2010</b>		
	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>REVENUES</b>		
Contributions of the Government of Québec	\$21 866 680	\$21 142 491
Interest	<u>2 465</u>	<u>11 427</u>
	<u>21 869 145</u>	<u>21 153 918</u>
<b>EXPENSES</b>		
Income security benefits	<u>19 791 680</u>	<u>19 168 491</u>
<i>Administrative expenses</i>		
Salary and fringe benefits	1 164 875	1 164 298
Travel	217 054	234 268
Rent	135 280	98 056
Professional fees	63 250	35 408
Data processing and maintenance	257 157	265 756
Supplies	116 524	99 197
Telephone and communications	29 500	28 626
Bank and interest fees	1 914	2 050
Amortization of tangible capital assets	<u>27 089</u>	<u>115 834</u>
	<u>2 012 643</u>	<u>2 043 493</u>
	<u>21 804 323</u>	<u>21 211 984</u>
<b>EXCESS / (INSUFFICIENCY) OF REVENUES OVER EXPENSES</b>	<u>\$64 822</u>	<u>(\$58 066)</u>

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

<b>CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD ACCUMULATED SURPLUS FOR THE FISCAL YEAR ENDED ON JUNE 30, 2010</b>		
	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF YEAR</b>	\$681 631	\$739 697
Remittance to the government of Québec (note 12)	(300 000)	-
Excess / (Insufficiency) of revenues over expenses for the year	<u>64 822</u>	<u>(58 066)</u>
<b>ACCUMULATED SURPLUS, END OF YEAR</b>	<u>\$446 453</u>	<u>\$681 631</u>

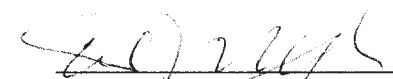
The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

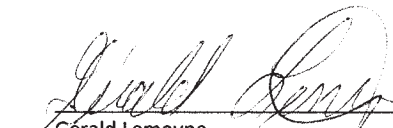
**CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD  
BALANCE SHEET  
AS AT JUNE 30, 2010**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>ASSETS</b>		
<b>Short-term assets</b>		
Cash on hand (note 3)	\$510 387	\$293 870
Term deposit (note 4)	250 000	525 000
Accounts receivable (note 5)	3 379 325	3 319 652
Prepaid expenses	<u>1 541</u>	<u>19 504</u>
	4 141 253	4 158 026
<b>Tangible capital assets (note 6)</b>	<u>32 511</u>	<u>35 210</u>
	<u>\$4 173 764</u>	<u>\$4 193 236</u>
<b>LIABILITIES</b>		
<b>Short-term liabilities</b>		
Accounts payable and accrued liabilities (note 7)	3 720 142	3 504 661
Amount owing to the Insurance Fund (note 11)	<u>7 169</u>	<u>6 944</u>
	3 727 311	3 511 605
<b>ACCUMULATED SURPLUS</b>	<u>446 453</u>	<u>681 631</u>
	<u>\$4 173 764</u>	<u>\$4 193 236</u>
<b>Commitments (note 8)</b>		
<b>Insurance Fund (note 11)</b>		

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

**FOR  
THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD**

  
Willie Iserhoff

  
Gerald Lemoyne

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD  
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS  
JUNE 30, 2010**

**1. CONSTITUTION, OPERATION AND FUNDING**

The purpose of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, created pursuant to *An Act respecting the Cree Hunters and Trappers Income Security Board* (R.S.Q., chapter O-2.1), is to administer this Act for the purposes of providing Cree trappers and hunters with a guaranteed income; this program includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to eligible beneficiary units according, among other things, to the time spent hunting, fishing and trapping and carrying out related activities.

Under federal and provincial tax laws, the Board is not subject to income tax.

**2. ACCOUNTING POLICIES**

For the purposes of preparing its financial statements, the Board uses on a priority basis the *CICA Public Sector Accounting Handbook*. The use of any other source of generally accepted accounting principles must be consistent with the Handbook.

The preparation of the Board's financial statements by management, in keeping with the Canadian generally accepted accounting principles, requires that management use estimates and assumptions that affect reporting of assets and liabilities, presentation of contingent assets and liabilities on the date of the financial statements, and reporting revenues and expenses over the period covered by the financial statements. The real results may differ from the best estimates made by management.

**Cash flows**

The cash flow statement has not been presented, since it contains no additional information that would be useful for understanding cash flows during the fiscal year.

**Revenues**

The unrestricted contributions of the Government of Québec are recorded as revenues when they are received or receivable, if the amount receivable may be reasonably estimated and its receipt is reasonably assured.

The restricted contributions are recorded as revenues of the fiscal year in which the related expenditures are incurred.

The other revenues are recorded as they are earned and as their collection is reasonably assured.

**Income security benefits**

Benefits are posted when authorized and when the beneficiary meets the eligibility criteria, if any. The amounts pertaining to the collection of overpayments are recorded when they are collected given the uncertainty of their collection.

**Term deposits**

Term deposits are recorded at their lowest value (cost or net realizable value).

**Tangible capital assets**

Tangible capital assets are recorded at cost and amortized over their service life using the straight-line method and the following durations:

	<u>Duration</u>
Leasehold improvements	7 years
Furniture and equipment	5 years
Computer hardware	3 years
Software	5 years

**Write-downs of tangible capital assets**

When the general economic environment indicates that a tangible capital asset no longer contributes to the Board's ability to provide services or that the value of the future economic benefits associated with the tangible capital asset is below its net book value, its cost is reduced to reflect its decline in value. The net losses in value on tangible capital assets are charged to the statement of operations. No recovery is recorded.

**Pension plans**

The accounting procedure used for defined-contribution plans is applied to interenterprise government defined-benefit plans, given that the Board lacks sufficient information to apply the accounting procedure for defined-benefit plans.

**3. CASH ON HAND**

The cash on hand includes a sum of \$30 000 held in a trust account and allocated by resolution of the members of the Board to benefit payments including, among other things, advance payments and emergency payments where the usual cheque-issuing procedure would result in excessive delays for the beneficiary.

**4. TERM DEPOSIT**

The Board has a term deposit bearing interest at a rate of 0.40 % (2009: 0.40 %), maturing on July 23, 2010.

**5. ACCOUNTS RECEIVABLE**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Subsidy receivable from the Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	\$3 257 904	\$3 264 598
Other	<u>121 421</u>	<u>55 054</u>
	<u>\$3 379 325</u>	<u>\$3 319 652</u>

**6. TANGIBLE CAPITAL ASSETS**

	<u>Cost</u>	<u>2010 Accumulated amortization</u>	<u>Net</u>	<u>2009 Net</u>
Leasehold improvements	\$18 416	\$18 416	\$ -	\$1 974
Furniture and equipment	20 834	3 543	17 291	6 209
Computer hardware	37 324	22 104	15 220	9 609
Software	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>	<u>17 418</u>
	<u>\$981 224</u>	<u>\$948 713</u>	<u>\$32 511</u>	<u>\$35 210</u>

The acquisitions of the fiscal year total an amount of \$24 390 (2009: \$11 648).

**7. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Income security benefits	\$3 590 565	\$3 379 391
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 404	936
Centre de services partagés du Québec	47 004	47 004
Suppliers	41 975	27 705
Salaries and fringe benefits	<u>39 194</u>	<u>49 625</u>
	<u>\$3 720 142</u>	<u>\$3 504 661</u>

**8. COMMITMENTS**

The Board is committed, under a professional services contract, to paying the Centre de services partagés du Québec, for their maintenance of its computer system until March 2013.

The Board is also committed under two long-term leases for administrative offices expiring in March and April 2020. These commitments total \$1 029 247.

Minimum future payments on all of the commitments are as follows:

2011	\$356 524
2012	296 057
2013	248 109
2014	105 540
2015	105 799
2016 and following	<u>510 975</u>
	<u>\$1 623 004</u>

**9. PENSION PLANS**

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (RREGOP) or the Pension Plan of Management Personnel (PPMP). These are interenterprise defined-benefit plans and include guaranteed payments upon retirement and death.

The Board's contributions charged to the statement of operations amount to \$49 645 (2009: \$49 267). The Board's liability towards these Government plans is restricted to its contributions as an employer.

**10. RELATED PARTY TRANSACTIONS**

In addition to the related party transactions disclosed in its financial statements and recorded at exchange value, the Board is a related party to all government departments, special funds, agencies and enterprises controlled directly or indirectly by the Government of Québec or subject to either joint control or significant influence by it. The Board did not carry out any business transactions with these related parties other than during the normal course of operations and under normal business conditions. These transactions are not shown separately in the financial statements.

**11. INSURANCE FUND**

Complementary Agreement No. 15 amending Section 30 of the James Bay and Northern Québec Agreement came into effect on July 1, 2002. An insurance fund administered by the Board was created to finance sick leave and leave related to disasters. The Fund is financed by equal contributions from the Government of Québec and program beneficiaries. The Insurance Fund's assets are separate from the assets of the Board, which is responsible for reporting on Fund activities.

The operations, accumulated surplus and financial position of the Insurance Fund for the fiscal year ending on June 30, 2010 are as follows:

<b>OPERATIONS AND ACCUMULATED SURPLUS</b>		
	<u><b>2010</b></u>	<u><b>2009</b></u>
<b>REVENUES</b>		
Contribution of the Government of Québec	\$20 501	\$20 112
Contribution of beneficiaries	20 501	20 112
Interest	<u>12 646</u>	<u>42 851</u>
	<u>53 648</u>	<u>83 075</u>
<b>EXPENSES</b>		
Sick leave and disasters	230 881	298 712
Bank fees	<u>90</u>	<u>115</u>
	<u>230 971</u>	<u>298 827</u>
<b>INSUFFICIENCY OF REVENUES OVER EXPENSES</b>	(177 323)	(215 752)
<b>ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF THE YEAR</b>	<u>202 729</u>	<u>418 481</u>
<b>ACCUMULATED SURPLUS, END OF THE YEAR</b>	<u>\$25 406</u>	<u>\$202 729</u>

**11. INSURANCE FUND (continued)**

**BALANCE SHEET**

	<u><b>2010</b></u>	<u><b>2009</b></u>
<b>SHORT-TERM ASSETS</b>		
Cash on hand	\$180	\$210
Temporary investments	2 122 924	2 097 778
Account receivable from the Board	7 169	6 944
Account receivable from the Government of Québec	<u>7 169</u>	<u>6 944</u>
	<u>\$2 137 442</u>	<u>\$2 111 876</u>
<b>LIABILITIES</b>		
Sick leaves payable	2 112 036	1 909 147
<b>ACCUMULATED SURPLUS</b>	<u>25 406</u>	<u>202 729</u>
	<u>\$2 137 442</u>	<u>\$2 111 876</u>

**12. REMITTANCE TO THE GOVERNMENT OF QUÉBEC**

In June 2010, members of the Board decided to remit an amount of \$300 000 to the government of Québec from its accumulated surplus.



**CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE  
DE L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU  
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

**CHAPITRE I  
OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

1•Le présent code a pour objet de préserver et de renforcer le lien de confiance dans l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, ci-après désigné l'Office, et de favoriser la transparence au sein de l'Office.

**CHAPITRE II  
PRINCIPES D'ÉTHIQUE ET RÈGLES GÉNÉRALES DE  
DÉONTOLOGIE**

2•Le membre de l'Office est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthiques et les règles de déontologie prévus par la loi ainsi que ceux établis dans le présent code d'éthique et de déontologie.

Il doit, en cas de doute, agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles. Il doit de plus organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

3•Le membre de l'Office est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

4•Le membre de l'Office doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisans.

5•Le membre de l'Office doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions. Il doit dénoncer à l'Office tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre l'Office, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur.

6•Le membre de l'Office qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Office doit dénoncer par écrit cet intérêt aux autres membres et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Il doit en outre se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il renonce ou en dispose avec toute la diligence possible; elle n'a pas lieu non plus dans le cas où un membre de l'Office ou quelqu'un de sa famille reçoit des prestations du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office de se prononcer sur des mesures d'application générale relatives aux conditions de travail au sein de l'Office par lesquelles lui ou quelqu'un de sa famille à l'emploi de l'Office serait aussi visé.

**CODE OF ETHICS AND PROFESSIONAL CONDUCT  
OF THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS  
INCOME SECURITY BOARD**

**CHAPTER I  
PURPOSE AND SCOPE**

1•The purpose of the present code is to preserve and enhance the confidence of the public in the integrity, impartiality and independence of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, thereafter named the Board, and to promote openness within the Board.

**CHAPTER II  
ETHICAL PRINCIPLES AND GENERAL RULES OF  
PROFESSIONAL CONDUCT**

2•In the performance of his duties, the member of the Board is bound to comply with the ethical principles and the rules of professional conduct prescribed by law as well as the principles and rules set forth in the present code of ethics and professional conduct.

In case of doubt, he shall act in accordance with the spirit of those principles and rules. He shall, in addition, arrange his personal affairs in such a manner that they cannot interfere with the performance of his duties.

3•The member of the Board is bound to discretion in regard to anything that comes to his knowledge in the performance or during the performance of his duties and is at all times bound to maintain the confidentiality of information thus received.

That obligation does not have the effect of preventing a member of the Board from reporting to a specific interest group that he represents or to which he is linked, except where the information is confidential by law or where the board of directors requires that confidentiality be maintained.

4•In the performance of his duties, the member of the Board shall make decisions regardless of any partisan political considerations.

5•The member of the Board shall avoid placing himself in a situation of conflict between his personal interest and the duties of his office.

He shall reveal to the Board any direct or indirect interest that he has in an agency, corporation or association likely to place him in a situation of conflict or interest, as well as any rights that he may assert against the Board, and shall indicate, where applicable, their nature and value.

6•The member of the Board who has a direct or indirect interest in an agency, corporation or association entailing a conflict between his personal interest and that of the Board shall reveal the interest in writing to the other members of the Board and, where applicable, shall abstain from participating in any deliberation or any decision pertaining to the agency, corporation or association in which he has that interest. In addition, he shall withdraw from the sitting for the duration of the deliberations and the voting concerning that matter.

However, such forfeiture is not incurred if such interest devolves to him by succession or gift, provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch; nor is it incurred where the member of the Board or a member of his family receives Cree Hunters and Trappers Income Security Program benefits.

This section does not prevent a member of the Board from expressing opinions about conditions of employment applied at large within the agency or corporation and that could affect him or a member of his family who is in the employment of the Board.

7•Le membre de l'Office ne doit pas confondre les biens de l'Office avec les siens et ne peut sous réserve de l'article 6 les utiliser à son profit ou au profit de tiers.

8•Le membre de l'Office ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

9•Le membre de l'Office ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste.

Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur.

10•Le membre de l'Office ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

11•Le membre de l'Office doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi ou tout autre avantage.

12•Le membre de l'Office qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de l'Office.

13•Le membre de l'Office qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant l'Office.

14•Le président doit s'assurer du respect des principes d'éthique et des règles de déontologie par les membres de l'Office.

**CHAPITRE III  
RÉMUNÉRATION**

15•Les traitements, traitements additionnels, allocations et dépenses de chaque membre de l'Office sont fixés et payés par l'autorité qui l'a nommé.

**CHAPITRE IV  
PROCESSUS DISCIPLINAIRE**

16•Aux fins du présent chapitre, l'autorité compétente pour agir est

- le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif lorsqu'il s'agit d'un membre nommé ou désigné par le gouvernement qui est en cause;
- l'Administration régionale crie ou son successeur lorsqu'il s'agit d'un membre nommé ou désigné par l'Administration régionale crie qui est en cause.

17•Sur conclusion que le membre de l'Office a contrevenu à la loi ou au code d'éthique et de déontologie, l'autorité compétente doit en être informée.

7•The member of the Board shall not treat the property of the Board as if it were his own property and, under reserve of Section 6, may not use it for his own benefit or for the benefit of a third party.

8•The member of the Board may not use for his own benefit or for the benefit of a third party information obtained in the performance or during the performance of his duties.

That obligation does not have the effect of preventing a member of the Board from consulting or reporting to a specific interest group that he represents or to which he is linked, except where the information is confidential by law or where the board of directors requires that confidentiality be maintained.

9•The member of the Board may not accept any gift, hospitality or other advantage, except what is customary and is of modest value.

Any other gift, hospitality or advantage received shall be returned to the giver.

10•The member of the Board may not, directly or indirectly, grant, solicit or accept a favour or an undue advantage for himself or for a third party.

11•In the decision-making process, the member of the Board shall avoid allowing himself to be influenced by offers of employment or any undue advantage.

12•The member of the Board who is no longer in office shall conduct himself in such a manner as not to derive undue advantages from his previous service with the Board.

13•It is prohibited for the member of the Board who has left the Board to disclose confidential information or to give anyone advice based on information not available to the public concerning the Board.

14•The chairman shall ensure that the members of the Board comply with the ethical principles and rules of professional conduct.

**CHAPTER III  
REMUNERATION**

15•The salary, additional salary, allowances and expenses of each member of the Board shall be fixed and paid by the authority that appointed him.

**CHAPTER IV  
DISCIPLINARY PROCESS**

16•For the purposes of this Chapter, the authority competent to act is

- the Associate Secretary General for Senior Positions of the Ministère du Conseil exécutif where the person concerned is a member of the Board appointed or designated by the Government;
- the Cree Regional Authority or its successor where the person concerned is a member of the Board appointed or designated by the Cree Regional Authority.

17•Where it is concluded that the member of the Board has violated the law or the code of ethics and professional conduct, the competent authority shall be informed accordingly.

## Plan d'action de développement durable 2009-2013 L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

L'Office est maintenant dans la deuxième année d'application de son plan de développement durable, publié le 31 mars 2009. Ce plan d'action vise la mise en place graduelle de procédures de prise en compte des principes de développement durable au cours des cinq prochaines années. Il touche deux orientations stratégiques et autant d'objectifs gouvernementaux, comprend 3 actions et 8 gestes spécifiques.

### Activités réalisées en cours d'année

#### Orientation stratégique gouvernementale 1 (incontournable)

Informar, Sensibiliser, Éduquer, Innover

#### Objectif gouvernemental 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

#### Premier Objectif de l'Office

Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux aux principes de développement durable.

#### Action 1

Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'administration publique, tant auprès des employés du siège social que de ceux des bureaux situés dans les communautés cries de la Baie-James.

#### Geste

#### Suivi 2009-2010

- |  |                      |
|--|----------------------|
| 1. Publier des affiches dans les locaux du siège social et dans les bureaux des communautés cries. | Prévu pour 2010-2011 |
| 2. Participation à une formation sur le développement durable.                                     | Amorcé               |
| 3. Transmettre de l'information aux employés dans les communautés cries.                           | Amorcé               |

**Indicateur :** Taux d'employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable.

**Cible :** 80% des employés sensibilisés d'ici 2011.

**Résultats de l'année :** Tout au cours de l'année 2009-2010, l'Office a poursuivi des activités de sensibilisation auprès de son personnel du siège social et des bureaux locaux et poursuit l'objectif de sensibiliser au minimum 80% des employés d'ici mars 2011.

#### Deuxième Objectif de l'Office

Sensibiliser la clientèle du programme aux principes de développement durable.

#### Action 2

Promouvoir les principes du développement durable auprès de la clientèle, c'est-à-dire les chasseurs, trappeurs, et pêcheurs cris, prestataires du programme.

#### Geste

#### Suivi 2009-2010

- |   |                      |
|---|----------------------|
| 4. Articles sur le développement durable inclus dans la revue publiée par l'Office : «The Cree Hunter and Trapper». | Posé et à poursuivre |
|---|----------------------|

**Indicateur :** Nombre de communications adressées directement aux prestataires.

**Cible :** Au minimum 1 article à paraître par année.

**Résultats de l'année :** En juin 2009, un article a été publié dans la revue «The Cree Hunter and Trapper». L'Office vise de poursuivre cette action et de publier au minimum un article par année.

#### Orientation stratégique gouvernementale 2 (incontournable)

Produire et consommer de façon responsable.

#### Objectif gouvernemental 2

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et organismes gouvernementaux.

#### Troisième objectif de l'Office

Mettre en place des pratiques d'achat respectueuses de l'environnement.

#### Action 3

Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement responsable.

#### Geste

#### Suivi 2009-2010

- |  |        |
|--|--------|
| 5. Mettre en place des mesures de récupération des matières résiduelles et de réduction de la consommation d'énergie au siège social et dans les bureaux locaux. | Amorcé |
| 6. Acquérir des biens et des services d'une façon écoresponsable.  | Amorcé |
| 7. Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux à privilégier les communications électroniques et à en limiter l'impression.                  | Amorcé |
| 8. Inciter les employés des bureaux locaux à se servir de leurs ordinateurs d'une façon régulière afin de réduire le papier nécessaire aux communications.       | Amorcé |

**Indicateur :** Pratiques d'acquisition écoresponsable.

Mesures contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux de gestion environnementale.

**Cible :** Nombre de pratiques d'acquisition écoresponsable.

Nombre de mesures de gestion environnementale.

**Résultats :** En 2009-2010, pour mettre en œuvre l'Action 3, plusieurs actions ont été accomplies.

- Les employés du siège social ont été sensibilisés à la récupération des matières résiduelles et à la réduction de la consommation d'énergie. En ce qui a trait aux employés des bureaux locaux, l'Office doit faire un état de la situation particulière qui prévaut dans les communautés cries du Nord-du-Québec. En effet, très peu d'installations de récupération y sont présentement disponibles.
- Dorénavant, les achats de l'Office sont choisis parmi les produits offerts par le « Répertoire des produits et services écoresponsables de la Direction générale des acquisitions (DGACQ) ».
- À l'Office, les communications électroniques sont privilégiées, tant au siège social que dans les bureaux locaux. Par ailleurs, des documents de formation et de communication sont envoyés par courriel à tous les employés des communautés cries qui ont un ordinateur à leur disposition. L'impression et l'envoi par la poste sont limitées aux quelques employés sans ordinateur.

#### Objectifs gouvernementaux non retenus

L'Office a fait l'exercice de réviser tous les objectifs gouvernementaux de développement durable afin d'en établir le lien avec sa mission. La liste des objectifs non retenus, ainsi que les motifs correspondants, est incluse à l'Annexe 1 du Plan d'action de développement durable 2009-2013.







100%



FSC  
Recyclé  
Cert no. SW-COC-001501  
© 1996 FSC



Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris  
2700, boulevard Laurier, Édifice Champlain, bureau 1100, Québec, Qc G1V 4K5  
Téléphone 418 643-7300 + 1 800 363-1560 + Télécopieur 418 643-6803  
courrier@osrepc.ca + www.osrepc.ca

Ce document est également disponible en version PDF  
*This document is also available in PDF Version*